

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** J'ai fait une rapide vérification, monsieur l'Orateur. Que je sache, on n'a pas encore présenté d'instances à mon bureau. Si l'on en fait, je les prendrai en considération.

**M. Woolliams:** Le premier ministre considérera-t-il cette affaire de la même façon que l'achat de la Home Oil par des Américains? Il s'agit d'un achat effectué par une société étrangère. Le cabinet l'examinera-t-il de la même manière que l'autre affaire, ce matin?

**Le très hon. M. Trudeau:** Comme l'a indiqué le ministre, monsieur l'Orateur, nous avons examiné l'affaire de la Home Oil. Il va sans dire que nous nous pencherons également sur cette question-là. Si l'opposition nous exposait clairement la solution qu'elle propose, cela nous aiderait.

**M. Woolliams:** Je soulève la question de privilège. Si le premier ministre veut bien faire, ce soir, à cette institution l'honneur de sa présence, il saura alors quelle est notre position à ce sujet.

\* \* \*

## LA DÉFENSE NATIONALE

### LE CONTINGENTEMENT DU RECRUTEMENT

**M. J. M. Forrestall (Dartmouth-Halifax-Est):** Ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Je lui ai déjà demandé si, indépendamment des quotas professionnels ou techniques, son ministère envisage la fixation de quotas quant au nombre précis de postulants à admettre au sein des Forces armées pour chacune des provinces.

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale):** Je compte pouvoir répondre à cette question demain.

\* \* \*

## LE LOGEMENT

### LE NOUVEAU BUDGET DE LA SCHL ET LES PRÉVISIONS DE MISES EN CHANTIERS

**M. John Gilbert (Broadview):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre sans portefeuille chargé du logement. Étant donné que le budget d'investissements de la Société centrale d'hypothèques et de logement déposé par le ministre la semaine dernière prévoit des dépenses fédérales au titre du logement de 16.1 p. 100 inférieures à celles que comportait le budget de la SCHL l'année dernière, qui pourtant comprenait des sommes pour les innovations, et que le ministre s'attend à une augmentation de 15.8 p. 100 des mises en chantier, voudra-t-il faire une déclaration à l'appel des motions pour nous dire comment il compte augmenter les mises en chantiers en 1971 en réduisant le budget d'investissements?

**M. l'Orateur:** Le député a formulé sa question sous forme d'argument. Je doute qu'elle soit recevable. Il a [M. Woolliams.]

aussi demandé au ministre s'il pouvait faire une déclaration à l'appel des motions. Si le ministre peut y répondre brièvement, la question pourrait être acceptée en ces termes.

**L'hon. Robert K. Andras (ministre sans portefeuille):** Monsieur l'Orateur, je ne songe pas à faire une déclaration à l'appel des motions parce que j'en ai déjà fait une l'autre jour lorsque j'ai déposé à la Chambre le budget d'investissements.

[Plus tard]

**M. Robert McCleave (Halifax-East Hants):** J'ai une question supplémentaire à poser au ministre chargé de l'habitation. Sa réponse à la question du député de Broadview indique-t-elle qu'aux échelons de revenu inférieur le gouvernement est prêt à accorder des subventions sous forme de principal ou d'intérêt afin de contribuer à la réalisation de ces objectifs?

**L'hon. M. Andras:** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas en mesure de m'engager de la sorte pour l'instant.

\* \* \*

## AFFAIRES URBAINES

### LE PROJET DE CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-MUNICIPALE

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre d'État chargé du logement à propos des problèmes urbains. Comme le premier ministre a dit qu'il hésitait, pour des raisons d'ordre constitutionnel, à rencontrer les maires du pays dont les problèmes s'aggravent au lieu de diminuer, le ministre a-t-il perdu tout intérêt dans une conférence aux trois échelons ou dans la création d'un conseil urbain?

**L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État):** Non, monsieur l'Orateur. La déclaration du premier ministre semble confirmer ce qu'il a déjà dit à la Chambre à deux ou trois reprises. Si les provinces souhaitent que nous rencontrions les maires pour les consulter sur les problèmes urbains, nous serions ravis de prendre part à une conférence de ce genre. Voilà ce qu'il en est.

**M. Alexander:** C'est la réponse que le ministre chargé de l'habitation a donnée l'autre jour quand j'ai posé la même question sur le problème. Le ministre est-il maintenant en mesure de dire à la Chambre s'il a discuté de la question avec ses homologues provinciaux? Dans le cas de l'affirmative, quelles ont été leurs réactions?

**L'hon. M. Andras:** Je pense avoir été assez explicite dans ma réponse au député il y a quelques jours. Mais je vais la répéter: j'ai communiqué avec les ministres des Affaires municipales au sujet de consultations aux trois paliers. Je n'ai pas reçu de réponses définitives de tous. Celles que j'ai obtenues jusqu'ici indiquent que c'est une bonne possibilité.